

Décembre2013



Loi N°73-55 du 3 Août 1973

Loi N°73-55 du 3 Août 1973, organisant les professions Pharmaceutiques telle que modifiée par la Loi N°76-31 du 4 Février 1976, par la Loi N°76-62 du 12 Juillet 1976, par la Loi N°89-24 du 27 Février 1989 par la Loi N°89-101 du 11 Décembre 1989, par la Loi N°89-46 du Mars 1989, par la Loi N°92-75 du 3 Août 1992 et par la Loi n° 2008-32 du 13 mai 2008, .

TITRE PREMIER

DE L'ORGANISATION DES PROFESSIONS PHARMACEUTIQUES

CHAPITRE PREMIER

**CONDITIONS D'EXERCICE DE LA PROFESSION
PHARMACEUTIQUE**

Article Premier : (Modifier par la loi 76-62 du 12 juillet 1976)

Sont considérées comme activités pharmaceutiques et réservées à des titulaires du diplôme de pharmacien sauf dérogations prévues aux articles 33 et 34.

A) La préparation des médicaments destinés à l'usage de la médecine humaine et vétérinaire, les articles et objets de pansements présentés conformes à la pharmacopée ainsi que la préparation des produits et réactifs conditionnés en vue de la vente au public et qui sont destinés au diagnostic médical.

Toutefois les laboratoires de fabrication des médicaments vétérinaires peuvent également être dirigés par des titulaires du diplôme de vétérinaire.

Le contrôle de la qualité de leur production est assuré par les services nationaux de contrôle des médicaments relevant du Ministère de la Santé Publique. Aucun lot de médicament préparé par ces laboratoires ne peut être débité à titre gratuit ou onéreux sans avoir été préalablement contrôlé et déclaré conforme par les services nationaux de contrôle de médicaments.

Ces laboratoires de fabrication doivent être la propriété d'un vétérinaire ou d'une société à laquelle les vétérinaires participent dans des conditions identiques à celles définies pour les sociétés de pharmaciens telles que prévues à l'article 37 de la présente loi.

Les vétérinaires sont personnellement responsables de l'application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, sans préjudice, le cas échéant de la responsabilité solidaire de la société.

B) L'importation, la vente en gros, la vente au détail et la délivrance au public des mêmes produits ou objets.

Toutefois le monopole de l'importation est réservé à l'Etat

C) La vente des plantes médicinales inscrites à la pharmacopée sauf dérogation prévues à l'article 32.

La fabrication et la vente en gros des drogues simples et des substances chimiques destinées à la pharmacie sont libres à condition que ces produits ne soient pas délivrés directement au consommateur pour l'usage pharmaceutique et sous réserve des règlements particuliers concernant certains d'entre eux.

Article 2 : Sont considérées comme entreprises pharmaceutiques :

- a) La Pharmacie Centrale de Tunisie ;
- b) Les officines de détail et les agences pharmaceutiques ;
- c) Les grossistes répartiteurs ;
- d) Les laboratoires de fabrication de produits pharmaceutiques ;
- e) Les laboratoires d'analyses biologiques dirigés par des pharmaciens ;

Article 3 : (Modifier par la loi 76-62 du 12 Juillet 1976)

L'exploitation d'une entreprise pharmaceutique est soumise à l'octroi préalable d'une licence d'exploitation, sauf dérogation prévues aux articles 33 et 34.

Nul ne peut obtenir une telle licence s'il ne réunit pas les conditions suivantes :

- a) Etre de Nationalité Tunisienne depuis 5 ans au moins ;
- b) Etre muni du diplôme de pharmacien ou d'un diplôme de pharmacien délivré par une université étrangère agréée par l'Etat après avis de la commission d'Equivalence et pour l'exploitation d'un laboratoire de fabrication de médicaments vétérinaires, être muni du diplôme de pharmacien tel que prévu à l'alinéa précédent ou du diplôme d'Etat de vétérinaire ou d'un diplôme de vétérinaire délivré par une Université étrangère agréée par l'Etat après avis de la commission d'Equivalence.
- c) Etre en règle avec la loi sur le service militaire ;
- d) Etre inscrit, pour les pharmaciens à l'ordre des pharmaciens et pour les vétérinaires, à l'ordre des vétérinaires.

Article 4 : (par loi 89-101 du 11decembre 1989)

La demande d'attribution de la licence prévue à l'article 3 précédent doit être accompagnée de pièces justificatives suivantes :

- a) Une copie de la carte d'identité nationale ;
- b) Un extrait du casier judiciaire ;
- c) Une copie certifiée conforme du diplôme de pharmacien ;
- d) L'indication de la localité où le candidat entend exercer sa profession et de l'emplacement de l'officine ou de l'établissement ;
- e) Un plan des lieux avec description des locaux établi par un Architect agréé auquel est ajouté pour les officines de détail une attestation d'un géomètre assermenté indiquant la distance entre l'établissement à créer et l'officine existante, la plus proche.

Un arrêté du Ministre de la Santé Publique déterminera les conditions et surfaces nécessaires pour l'agrément du local dont la création est envisagée.

- f) Un engagement certifiant que le pharmacien est propriétaire de l'officine ; qu'il agit pour son propre compte et non par personne interposée ou le contrat de constitution de société s'il y a lieu.

Article 5 : (Modifier par la loi 76-62 du 12 Juillet 1976)

La licence d'exploitation est attribuée par arrêté du Ministère de la Santé Publique après avis du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens. Pour les laboratoires de fabrication de médicament vétérinaires dirigés par des vétérinaires, la licence d'exploitation est attribuée par arrêté du Ministre de la Santé Publique après accord du Ministre de l'Agriculture et après avis du Conseil de l'Ordre des Vétérinaires.

Le vétérinaire titulaire de cette licence ne peut exercer d'autre activité.

Pour la Pharmacie d'Officine dont la création a été autorisée, l'ouverture au public doit être effective au plus tard à l'issue d'un délai de 3 mois qui court à partir du jour où la licence a été délivrée sans prorogation d'une durée égale en cas de force majeure.

De plus, sauf le cas de force majeure constatée par le Ministère de la Santé Publique après avis du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens, une officine ne peut être cédée avant l'expiration d'un délai de 2 ans qui court à partir du jour de son acquisition ou de son ouverture.

La licence indique celle des 4 dernières catégories prévues à l'article 2 ci-dessus ainsi que l'autorisation prévue à l'article 11. Elle fixe la localité dans laquelle le pharmacien est autorisé à s'établir et l'emplacement exact de son entreprise pharmaceutique.

Nul pharmacien ne peut exercer d'activité autre que celle définie dans la licence qui lui a été délivrée.

Article 6 : Tout transfert ou transformation d'activité d'une entreprise pharmaceutique, quelle que soit la date de sa création ou de son installation, doit faire l'objet d'une nouvelle licence d'exploitation.

Article 7 : Est nulle et de nul effet toute stipulation destinée à établir que la propriété ou la co-propriété d'une officine appartient à une personne non diplômée.

Article 8 : La licence d'exploitation est personnelle, elle est valable jusqu'au décès du titulaire, la vente de l'officine ou à la dissolution de la société.

Outre les cas prévus par les textes fixant la discipline de la profession, toute licence, qu'elle que soit la date de son attribution, peut être retirée.

1°) Lorsqu'il est établi, sur rapport motivé du Pharmacien –Inspecteur, que le titulaire ne réunit plus les conditions personnelles ou matérielles réglementaires d'exploitation de son entreprise ;

2°) à la suite d'une déclaration de faillite du Pharmacien ou de la société, non suivie, dans un délai de six mois, d'une homologation de concordat.

3°) pour faute professionnelle grave ou pour infraction à la législation réglementant l'exercice de la pharmacie.

Le retrait de la licence est prononcé, à titre provisoire, par arrêté du Ministre de la Santé Publique, sur avis conforme du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens auquel sont communiquées toutes les pièces du dossier, y compris les déclarations écrites de l'intéressé sur les faits qui lui sont reprochés.

Article 9 : En cas de condamnation pour crime ou délit de droit commun, le Ministre de la Santé Publique pourra, sur avis conforme du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens prononcé suivant le cas, la suspension provisoire ou définitive.

CHAPITRE II

DE LA PHARMACIE DE DETAIL

Section I. De l'officine de détail

Article 10 : On entend par officine de détail l'établissement affecté à l'exécution des ordonnances magistrales, à la préparation des médicaments inscrits à la pharmacopée définie à l'article 28 de la présente loi et à la vente au détail des produits visés à l'article 21 de la présente loi.

Article 11 : Le Pharmacien bénéficiaire d'une licence d'exploitation ne peut être propriétaire que d'une officine de détail.

L'exploitation de l'officine de détail est incompatible avec l'exercice d'une autre activité de caractère commercial.

Un Pharmacien d'officine peut être autorisé, par dérogation spéciale accordée par le Ministre de la Santé Publique :

1°) A exercer à temps partiel dans les établissements hospitaliers, les départements de recherche, d'enseignement et les agences pharmaceutiques.

2°) A exploiter un laboratoire d'analyses médicales dans les localités qui en sont dépourvues et sous réserve de fermer ce laboratoire si un biologiste est autorisé à s'installer dans cette localité.

Un arrêté déterminera les conditions de cette forme d'exploitation.

Section II. Des Sociétés d'exploitation

Article 12 : Les Pharmaciens peuvent constituer entre eux une société en nom collectif, en vue de l'exploitation d'une même officine à la condition que cette société ne soit propriétaire que d'une seule officine, quel que soit le nombre des pharmaciens associés et que la gérance de l'officine soit assurée par un ou plusieurs pharmaciens

Les diplômes de pharmaciens associés étant enregistrés pour l'exploitation de l'officine, ils ne peuvent exercer aucune autre activité pharmaceutique sauf dérogation prévue à l'article précédent

Tous les pharmaciens associés sont tenus des mêmes obligations que le pharmacien propriétaire d'une seule officine et doivent remplir les conditions prévues à l'article 4 de la présente loi à l'exception de la licence pour les associés non gérants.

Section III. Des obligations du pharmacien

Article 13 : Le Pharmacien titulaire d'une officine doit exercer personnellement sa profession. En toutes circonstances les médicaments doivent être préparés ou délivrés par un pharmacien ou sous la surveillance directe d'un pharmacien.

Un décret fixe les conditions dans lesquelles un pharmacien titulaire d'une officine doit se faire assister par un autre pharmacien.

Les pharmaciens sont tenus de se faire seconder par des préparateurs diplômés ; à défaut de postulants diplômés, des dérogations spéciales peuvent être accordées par le Ministère de la Santé Publique après avis du Conseil National de l'Ordre.

Article 14 : Le Pharmacien est tenu d'avoir sa résidence dans la localité où il exerce sa profession ou dans la banlieue immédiate de cette localité.

Article 15 : Le Pharmacien pourra être autorisé par le Conseil National de l'Ordre qui en informera le Ministère de la Santé Publique, à se faire remplacer annuellement, pendant une période n'excédant pas un mois et sous sa responsabilité, par des pharmaciens, ou des étudiants en pharmacie.

A titre exceptionnel, le Ministre de la Santé Publique pourra autoriser les remplacements dépassant la durée d'un mois.

Un arrêté du Ministre de la Santé Publique précisera les conditions dans lesquelles s'effectuera le remplacement.

Article 16 : Le Pharmacien qui cesse, même momentanément d'exercer, doit en aviser le Ministre de la Santé Publique et le Président du Conseil National de l'Ordre.

Dans les cas où l'exercice de la profession pharmaceutique par un Pharmacien inscrit au tableau de l'Ordre devient impossible ou dangereux, le Ministre de la Santé Publique ou le Procureur général près de la cour d'appel de Tunis saisira par écrit le Conseil National de l'Ordre qui devra statuer, après avis motivé donné par quatre Pharmaciens experts dont deux nommés par le Conseil National de l'Ordre et deux par le Pharmacien incriminé.

En cas de fermeture temporaire ou définitive d'une officine, le titulaire de celle-ci doit remettre l'ordonnancier au pharmacien le plus proche de son officine et en informera le Conseil National de l'Ordre.

Article 17 : Est interdite toute convention d'après laquelle un pharmacien assure à un médecin praticien, un chirurgien-dentiste, un vétérinaire, à une clinique ou une sage femme un bénéfice d'une nature quelconque sur la vente des produits pharmaceutiques, médicamenteux ou hygiéniques que ceux-ci peuvent prescrire.

Toute consultation et soins médicaux et vétérinaires dans les officines, laboratoires, établissement pharmaceutiques, de quelque nature qu'ils soient ou dans les locaux communiquant avec ces derniers, son rigoureusement interdits hormis le cas d'urgence de soins à donner à un blessé, à une personne malade sur la voie publique ou à des animaux se trouvant dans les mêmes conditions.

Le pharmacien, autorisant les consultations ou soins dans son officine, sauf les exceptions ci-dessus sera poursuivi au même titre que le médecin, le chirurgien dentiste, le vétérinaire ou la sage-femme, est passible des mêmes pénalités.

Toutefois les pharmaciens ou leurs préparateurs sont autorisés à pratiquer des injections et des vaccinations dans les conditions qui seront fixées par arrêté du Ministre de la Santé Publique.

Article 18 : L'exercice de la médecine humaine et vétérinaire est formellement interdit aux pharmaciens et à leurs employés.

Ils ne pourront en aucun cas, donner une consultation à leur clientèle, prendre part, habituellement ou par une direction suivie, au traitement des malades ou des affections médicales ou chirurgicales, ainsi qu'à la pratique de l'art dentaire ou des accouchements.

Article 19 : (Ajouté par la loi 89-101 du 11 décembre 1989)

Après décès du pharmacien propriétaire, l'officine doit être fermée et la licence retirée.

Toutefois, le conjoint survivant et les héritiers peuvent être autorisés à maintenir ouverte cette officine sous la responsabilité d'un pharmacien pendant un délai n'excédant pas un an. Ce délai peut être renouvelé d'année en année par arrêté du Ministre de la Santé Publique après avis du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens et pour une durée n'excédant pas 7 ans, si l'un des ayant droit parmi les enfants du pharmacien décédé poursuit ses études en pharmacie. Dans les deux cas, la responsabilité technique de l'officine doit être assurée par un pharmacien y exerçant à plein temps.

Article 20 : (Ajouté par la loi 89-101 du 11 décembre 1989)

En cas de décès d'un pharmacien propriétaire de parts ou d'action d'une officine exploitée en gérance, ses héritiers peuvent être autorisés, pendant un an au maximum, à bénéficier des profits attribués à ces parts ou actions.

Après le délai d'un an, ils devront avoir cédé ces parts ou actions, à un pharmacien remplissant les conditions prévues à l'article 3 de la présente loi.

Le Pharmacien, acquéreur de l'officine exploitée antérieurement par un pharmacien ou ses ayant-droit, doit obtenir une licence d'exploitation dans les conditions prévues à l'article 4 de la présente loi ; il est toutefois exempt des pièces justificatives « e » et « f ».

Section IV. Du médicament

Article 21 : On entend par médicament toute substance ou composition présentée comme possédant des propriétés curatives ou préventives à l'égard des maladies humaines ou animales, ainsi que tout produit pouvant être administré à l'homme ou l'animal en vue d'établir un diagnostic médical ou de restaurer, corriger ou modifier leurs fonctions organiques.

Sont notamment considérés comme médicaments :

- 1) Les produits d'hygiène contenant une substance ayant une action thérapeutique au sens de l'alinéa premier ci-dessus.
- 2) Les produits d'hygiène contenant des substances vénéneuses à doses égales ou supérieures à celles fixées pour chaque type de produit, par arrêté conjoint du Ministre de l'Economie Nationale et du Ministre de la Santé Publique.

Article 22 : (Modifier par la loi 2008-32 du 13 Aout 2008)

La spécialité pharmaceutique s'entend de tout médicament préparé à l'échelle industrielle dans un établissement pharmaceutique, présenté sous un conditionnement particulier et caractérisé par une dénomination spéciale. Elle peut être soit une spécialité de référence soit une spécialité générique d'une spécialité de référence.

La spécialité de référence s'entend de toute spécialité pharmaceutique ayant obtenu l'autorisation de mise sur le marché conformément à la législation et à la réglementation en vigueur, au vu d'un dossier comportant l'ensemble des données nécessaires et suffisantes à elles seules pour son évaluation.

La spécialité générique s'entend de toute spécialité pharmaceutique ayant la même forme pharmaceutique et la même composition qualitative et quantitative en principes actifs que la spécialité de référence, et dont la bioéquivalence avec cette dernière a été démontrée par des études de biodisponibilité appropriées.

Les critères scientifiques justifiant la dispense des études de biodisponibilité sont fixés par arrêté du ministre de la santé publique.

Article 23 : On entend par médicament spécialisé de l'officine tout médicament préparé à l'avance, dosé au poids médicinal présenté sous un conditionnement particulier et destiné à être vendu dans la seule officine où il a été entièrement préparé sous le contrôle direct du pharmacien.

Il doit correspondre à une formule permettant la délivrance du médicament sans ordonnance médicale et ne faire l'objet de publicité d'aucune sorte.

La mention d'un numéro d'ordonnancier ne peut remplacer le nom, la composition et le mode d'emploi du médicament.

Article 24 : Les Pharmaciens doivent tenir dans leurs officines les drogues simples, les produits chimiques et les préparations stables décrites par la pharmacopée.

Les médicaments officinaux instables doivent pouvoir être préparés en cas de besoin.

Ces substances doivent présenter les caractéristiques indiquées à la pharmacopée.

Les cliniques privées et les organismes d'utilité publique ne peuvent détenir que des médicaments pour usage urgent et ce, dans la limite d'une liste définie par arrêté du Ministre de la Santé Publique.

Article 25 : La détention et la diffusion de médicaments secrets sont rigoureusement interdites.

Est considéré comme médicament secret, tout médicament ne répondant pas.

- a) Pour les spécialités, aux dispositions relatives à la publicité médicale et pharmaceutique, et au contrôle des spécialités pharmaceutiques ;
- b) Pour les autres médicaments et préparations, à l'obligation d'inscription à l'ordonnancier, aux obligations d'étiquetage prévues à la pharmacopée, et aux dispositions relatives à l'importation, l'achat, la vente, la détention et l'emploi des substances toxiques.

Article 26 : L'ordonnance d'un médecin, d'un chirurgien-dentiste ou d'un vétérinaire doit porter en caractères lisibles le nom et l'adresse du signataire et être rédigée à l'encre, de façon à pouvoir être exécutée dans toutes les pharmacies.

Lorsque le pharmacien se trouve en présence d'une ordonnance qui lui paraît d'une inscription douteuse comme rédaction ou dangereuse comme effet, il doit en référer au signataire avant de délivrer le produit ou la préparation spécifiée.

Article 26bis : Loi 2008-32 du 13/8/08:

Dans le cadre de la rationalisation et de la maîtrise des dépenses de santé, le pharmacien est autorisé à procéder à la substitution d'une spécialité pharmaceutique prescrite par une autre spécialité ayant la même forme

pharmaceutique et la même composition qualitative et quantitative en principes actifs. Toutefois, le pharmacien ne peut procéder à la substitution lorsque, pour des raisons particulières tenant au patient, le médecin prescripteur inscrit sur L'ordonnance médicale de manière manuscrite, la mention «non substituable» pour la spécialité concernée.

Les modalités de la substitution sont fixées par arrêté du ministre de la santé publique.

Article 27 : Indépendamment des dispositions fixant la délivrance des médicaments soumis au régime des substances vénéneuses tels que définis dans la loi N°69- 54 du 26 Juillet 1969, les pharmaciens doivent inscrire les ordonnances prescrivant les préparations magistrales sur un registre dit « ordonnancier » coté et paraphé par le pharmacien inspecteur de la circonscription.

Ces transcriptions doivent être faites à l'encre, lisiblement, sans aucun blanc, rature, surcharge ni interligne.

Elles doivent comporter un numéro d'ordre, les noms et prénoms du médecin prescripteur, les noms prénoms et adresse du malade, la date de l'ordonnance et celle de son exécution ainsi que la composition de la préparation.

L'ordonnancier doit être conservé pendant dix ans, après le 31 décembre de l'année au cours de laquelle il a été arrêté définitivement, pour être présenté à toute réquisition des autorités compétentes.

Article 28 : La pharmacopée et éventuellement ses suppléments sont obligatoires, et toute pharmacie doit être pourvue de la récente édition. Son application est de rigueur, hormis les cas de mention spéciale du médecin.

Tout détenteur de produits, substances, compositions pour l'usage de la médecine humaine doit, pour la conservation, le classement et la délivrance se conformer à toutes les prescriptions spéciales prévues par la présente loi et les textes pris pour son exécution.

Un arrêté du Ministre de la Santé Publique déterminera la nature et les noms des documents visés à l'alinéa 1^{ier} du présent article.

Section V. De la répartition des officines

Article 29 : (Modifier par la loi 76-31 du 4 février 1976)

La répartition géographique des officines de détail, de jour ou de nuit et le nombre des autorisations d'exploitation sont fixées par décret.

Article 29bis : A des fins statistiques, les organismes de production, d'importation et de distribution des produits pharmaceutiques à usage humain et vétérinaire ainsi que des produits parapharmaceutiques, de cosmétique et d'hygiène corporelle sont tenus de fournir au ministère de la Santé Publique des états sincères et véritables de leurs ventes aux officines de détail, aux établissements sanitaires privés et aux médecins vétérinaires et ce dans les formes et délais fixés par le Ministère de la Santé Publique.

Section VI. De la vente des produits pharmaceutiques

Article 30 : Il est interdit aux pharmaciens ou à leurs proposés de solliciter auprès du public des commandes de médicaments. Il est en outre interdit aux pharmaciens de recevoir des commandes de médicaments par l'entremise de courtiers et de se livrer au trafic et à la distribution à domicile des médicaments dont la commande leur serait parvenue.

Article 31 : Tout débit ou étalage ou distribution de médicaments est interdit sur la voie publique, dans les marchés, à domicile ou dans les magasins non affectés à une officine de détail, à toute personne, même munie d'un diplôme de pharmacien.

Article 31bis : Loi 2008-32 du 13/0/08

Les associations légalement constituées peuvent recevoir des dons de médicaments provenant des associations, des organisations caritatives et des établissements locaux ou étrangers, et ce, sous la responsabilité d'un pharmacien.

Les médicaments collectés dans ce cadre sont distribués à titre gratuit et sous la responsabilité d'un pharmacien, aux indigents, aux personnes à revenu limité et aux catégories à besoins spécifiques, par l'intermédiaire des structures sanitaires publiques ou par les associations visées à l'alinéa 3 du présent article. Les associations chargées à ce titre de la collecte et de la distribution des médicaments doivent être autorisées à cet effet par le ministre de la santé publique, et ce, après avis du conseil national de l'ordre des pharmaciens.

Elles sont soumises, concernant leur activité dans ce domaine, au contrôle des services compétents du ministère de la santé publique.

Les conditions et les modalités d'application des dispositions du présent article sont fixées par décret.

Article 32 : Nul, s'il n'est pharmacien titulaire d'une licence d'exploitation d'une officine de détail, ne peut détenir pour la vente ou la distribution, ne peut vendre ou distribuer au détail, toute drogue, substance, composition ou préparation auxquelles sont attribuées des propriétés médicinales ou curatives.

Toutefois les droguistes ou marchands de plantes peuvent détenir et vendre les plantes ou parties de plantes médicinales à l'exception de celles classées dans les substances vénéneuses.

Ces plantes ou parties de plantes ne pourront, en aucun cas, être délivrées au public sous forme de mélanges préparés à l'avance ou extemporanément.

Elles devront être vendues dans les emballages portant le nom du vendeur, ainsi que celui de la plante ou de partie de la plante vendue, à l'exclusion de toutes indications relatives aux vertus curatives ou préventives de maladies portées sur l'emballage ou sur le prospectus joint à l'emballage.

Section VII. De la pro-pharmacie

Article 33 : L'institut Pasteur et l'Institut National de recherches Vétérinaires ne peuvent vendre des sérums et vaccins que sous la responsabilité d'un Pharmacien.

Les vétérinaires sont habilités à pratiquer la pro-pharmacie vétérinaire. A cet effet ils peuvent détenir les produits pharmaceutiques et biologiques à usage vétérinaires nécessaires à l'exercice de leur profession.

Les vétérinaires peuvent s'approvisionner en produits pharmaceutiques et biologiques à usage vétérinaire auprès de la Pharmacie Centrale de Tunisie, de l'Institut Pasteur et le d'Institut National de recherches vétérinaires et ce dans les conditions fixées par arrêté conjoint des Ministres de l'Economie Nationale, de l'agriculture et de la Santé Publique.

Les vétérinaires doivent vendre les produits pharmaceutiques et biologiques à usage vétérinaires à leur prix de vente public fixé.

Article 34 : Le Ministre de la Santé Publique peut sur demande des autorités régionales, et après avis du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens,

décider la création d'agences pharmaceutiques rurales dépendant de la Pharmacie Centrale de Tunisie, dans les centres dépourvus d'officines privées ouvertes au public.

Les agences pharmaceutiques et les vétérinaires autorisés à pratiquer la pro-pharmacie sont soumis à toutes les obligations résultant des lois et règlements relatifs à l'exercice de la pharmacie.

Les agences pharmaceutiques doivent au moins être tenues par des préparateurs diplômés sauf dérogations prévues à l'alinéa 3 de l'article 13 de la présente loi.

CHAPITRE III DES ETABLISSEMENTS DE GROS

Article 35 : L'approvisionnement en médicaments des pharmaciens détaillants est assuré par :

- 1°) La Pharmacie Centrale de Tunisie ;
- 2°) Les Grossistes Répartiteurs ;
- 3°) Les Fabricants locaux de produits pharmaceutiques

Article 36 : Les établissements définis à l'article précédent doivent être dirigés par un Pharmacien personnellement responsable de l'application des lois et règlements en vigueur, sans préjudice le cas échéant, de la responsabilité solitaire de la Société.

Article 37 : Les activités professionnelles prévues à l'article 35 de la présente loi, sauf en ce qui concerne la Pharmacie Centrale de Tunisie, peuvent être exercées par une Société, à la condition que soient pharmaciens :

- 1°) dans les sociétés anonymes de fabrication, la moitié des membres du conseil d'Administration ;
 - 2°) dans les sociétés à responsabilité limitée, tous les gérants
- ; 3°) dans les autres formes de société, tous les associés.

Une même société peut avoir, après autorisation du Ministre de la Santé Publique, une ou plusieurs succursales dirigées par des Pharmaciens.

Tout Pharmacien, propriétaire, gérant ou directeur d'un établissement ou succursale visé au présent article, ne peut exercer sa profession que pour un seul de ces établissements et doit être inscrit à l'Ordre des Pharmaciens.

Une licence d'exploitation d'un tel établissement est attribuée par le Ministre de la Santé Publique après avis du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens, dans les conditions prévues à l'article 3 de la présente loi.

Article 38 : Les établissements visés à l'article 35 ne pourront procéder à la vente de leurs produits qu'aux Pharmaciens d'officine, aux agences pharmaceutiques, aux formations sanitaires et hospitalières publique ainsi qu'aux organismes à caractère social reconnus d'utilité nationale par décret ne revêtant pas la forme commerciale et délivrant gratuitement les médicaments, conformément au dernier paragraphe de l'article 24 et sous réserve que ces organismes disposent d'un service médical agréé par le Ministre de la Santé Publique.

Toutefois, les établissements sanitaires privés peuvent, dans les conditions fixées par arrêté conjoint des ministres de l'économie nationale et de la santé publique, s'approvisionner auprès des grossistes répartiteurs pour les seuls médicaments figurant sur la liste prévus à l'article 24 de la présente loi.

Article 39 : Les conditions de fabrication, l'importation, le stockage et la distribution des sérums, vaccins allergènes, extraits organiques, produits vétérinaires, radio-éléments, artificiels, sang humain, plasma, ses dérivés seront définis par décret.

CHAPITRE IV DE LA PUBLICITE MEDICALE

Article 40 : La publicité concernant les médicaments ne peut être faite sans autorisation préalable du Ministre de la Santé Publique et un décret déterminera les conditions de réglementation de la publicité.

Article 41 : Les conditions d'information médicale et scientifique seront déterminées par décret.

Il est interdit aux laboratoires de fabrication de produits pharmaceutiques, aux grossistes répartiteurs, aux pharmaciens d'officine de donner directement ou indirectement aux médecins, aux chirurgiens-dentistes, aux sages-femmes, aux auxiliaires médicaux et généralement à toutes personnes habilitées à prescrire ou

à appliquer des médicaments, des primes, des objets ou produits quelconques ou des avantages matériels directs ou indirects de quelque nature que ce soit.

Sont toutefois autorisés les dons destinés à encourager la recherche ou l'enseignement sous réserve de leur déclaration préalable au Ministère de la Santé Publique.

Article 42 : Les échantillons médicaux ne sont délivrés aux médecins, pharmaciens, vétérinaires, chirurgiens-dentistes et sages-femmes qu'à la condition que les bénéficiaires en aient fait la demande écrite en termes express et dans les limites fixées par les dispositions relatives à la prescription et à l'usage des médicaments par les chirurgiens-dentistes et les sages-femmes.

Les échantillons médicaux peuvent être fournis dans les mêmes conditions aux établissements hospitaliers publics. Dans ce cas, les échantillons sont remis par l'intermédiaire du pharmacien de l'hôpital.

Les échantillons doivent être identiques aux spécialités pharmaceutiques concernées et porter en caractères très apparents la mention « Echantillon médical gratuit « Ne peut être vendu ».

Pour les échantillons médicaux importés, la même mention doit figurer sur l'emballage extérieur de chaque envoi.

Les envois d'échantillons médicaux ne peuvent être dédouanés qu'après autorisation préalable du Ministère de la Santé Publique.

Article 43 : La publicité en faveur des officines et celle qui est faite dans les vitrines de pharmacie et dans les emplacements aménagés pour être visibles de l'extérieur ne peuvent être réalisées par des moyens ou procédés contraires à la dignité de la profession.

Un arrêté du Ministère de la Santé Publique, pris après avis du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens, fixera, le cas échéant, les modalités d'application de cet article.

CHAPITRE V

DE L'INSPECTION DES PHARMACIENS

Article 44 : L'inspection pharmaceutique est exercée sous l'autorité du Ministère de la Santé Publique par des Pharmaciens inspecteurs conformément à la loi N°61-15 du 31 Mai 1961.

Le Pharmacien-Inspecteur Chef de Service de la Pharmacie au Ministère de la Santé Publique peut assister aux travaux du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens soit sur sa demande soit à la demande du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens.

Les Inspecteurs de la Pharmacie procèdent à des inspections périodiques. Ils contrôlent les officines, les laboratoires de fabrication, les dépôts de médicaments publics ou privés ainsi que les magasins détenant les substances vénéneuses et veillent à l'exécution de toutes les prescriptions des lois et règlements qui se rapportent à l'exercice de la pharmacie et aux substances vénéneuses.

Les entreprises pharmaceutiques doivent être tenues proprement et posséder le matériel nécessaire pour l'exercice de la profession.

TITRE II

DE L'ORGANISATION DE LA PROFESSION PHARMACEUTIQUE ET DE L'ORDRE DES PHARMACIENS

CHAPITRE I ORGANISATION DE LA PROFESSION PHARMACEUTIQUE

Article 45 :

L'Ordre des Pharmaciens groupe obligatoirement tous les pharmaciens habilités à exercer leur art en Tunisie.

L'Ordre a pour objet :

1°) de veiller au maintien des principes de moralité, de probité et de dévouement, indispensables à l'exercice de la profession de pharmacien et au respect par ses membres, des devoirs professionnels et du code de déontologie ;

2°) d'assurer la défense de l'honneur et de l'indépendance de la profession pharmaceutique ;

3°) de représenter et défendre les intérêts moraux des pharmaciens ;

4°) de faire respecter les prix, déceler et signaler les contrevenants ;

5°) d'organiser toutes œuvres d'entraide et de retraite pour ses membres ;

6°) de promouvoir et d'encourager la recherche scientifique et l'Industrie Pharmaceutique.

L'ordre accomplit sa mission par l'intermédiaire du Conseil National, de Conseils Régionaux institués par la présente loi, du conseil de discipline.

Le Conseil National de l'Ordre est régi par les dispositions de la présente loi relatives au Conseil National de l'Ordre.

L'organisation des Conseils Régionaux de l'Ordre, les modalités de leur élection, leurs attributions, leur compétence territoriale, leur nombre et leurs sièges sont fixés par décret.

Les Conseils Régionaux n'ont pas de pouvoir disciplinaire.

Les décisions du Conseil Régional sont susceptibles de recours devant le Conseil National de l'Ordre.

Article 46 : Le Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens dresse un tableau des personnes qui, réunissant les conditions imposées par la loi sur l'exercice de la pharmacie, sont admises à pratiquer leur art.

Ce tableau, soumis au visa du Ministre de la Santé Publique qui en conserve un exemplaire, est déposé au parquet général de la République, au Ministère de la Justice, et publié au commencement de chaque année au journal officiel de la République Tunisienne.

Les demandes d'inscriptions au Tableau de l'Ordre sont adressées au Conseil National de l'Ordre. Elles sont accompagnées des titres et pièces, conformément aux dispositions de la présente loi sur l'exercice de la Pharmacie.

Tout candidat doit présenter toutes les pièces exigées par le règlement du Conseil National de l'Ordre.

Le Conseil National de l'Ordre prononce l'inscription sur justification du visa du diplôme, si les conditions nécessaires de moralité et d'indépendance sont remplies.

Il la refuse dans le cas contraire.

Article 47 : Le Conseil doit statuer sur les inscriptions dans un délai maximum de deux mois, à compter de la création de la demande. En cas de refus la décision est motivée.

L'intéressé est informé de la décision par lettre recommandée, dans la semaine qui suit.

Le délai de deux mois peut être prolongé, au maximum, par une nouvelle période de deux mois, par décision motivée, si un supplément d'information paraît nécessaire. En ce cas, l'intéressé est avisé. Si aucune décision n'est intervenue dans le délai au cours duquel le Conseil doit statuer, l'inscription aura lieu de droit sur demande de l'intéressé.

Le Conseil notifie, sans délai, toute inscription nouvelle, au Ministère de la Santé Publique et au Procureur Général près de la cour d'appel de Tunis. Cette inscription sera, dans les 15 jours de la décision du Conseil National de l'Ordre, portée à la connaissance de tous les Pharmaciens inscrits au tableau.

Article 48 : En cas de refus d'inscription, l'intéressé peut déférer la décision motivée du Conseil National de l'Ordre à la Cour d'Appel de Tunis dans le délai de deux mois à compter de la notification.

Le Ministre de la Santé Publique ou tout pharmacien inscrit au tableau de l'ordre peut, dans le délai de deux mois à compter de la notification, attaquer auprès de la cour d'appel, toute décision relative à une inscription.

Le recours n'a pas d'effet suspensif.

La cour d'appel doit statuer dans un délai de trois mois.

Les décisions sont notifiées dans les quinze jours aux parties en cause.

Article 49 : Toute personne, partie à l'instance devant la cour d'appel de Tunis, peut attaquer la décision de cette juridiction devant le tribunal administratif et ce, dans les conditions prévues par la législation en vigueur.

CHAPITRE II DU CONSEIL NATIONAL DE L'ORDRE DES PHARMACIENS

Article 50 : Le Conseil National de l'Ordre est composé de 11 Pharmaciens dont au moins un Pharmacien d'Officine de chaque catégorie A et B, un Pharmacien Hospitalier, un Pharmacien Biologiste, un Pharmacien Industriel et un Pharmacien Grossiste, élus par l'ensemble du corps électoral.

A défaut de candidature de l'un ou de l'autre de ces Pharmaciens, le Conseil National de l'Ordre est composé des 11 membres ayant obtenus le plus grand nombre de suffrages exprimés.

Article 50bis : Il y a incompatibilité entre les fonctions de membre du Conseil National ou d'un Conseil Régional de l'Ordre d'une part , et celles de membre d'un des comités d'administration ou de direction d'une organisation syndicale pharmaceutique d'autre part.

Article 51 : Le Président du Conseil de l'Ordre ou à défaut, le Vice-Président, est chargé de l'organisation des élections qui doivent avoir lieu à l'expiration du mandat du Conseil National de l'Ordre en exercice, à la suite d'une démission collective du Conseil National de l'Ordre, ou de vacances prévues à l'article 52.

Sont électeurs et éligibles, les Pharmaciens de Nationalité Tunisienne, toutefois ne peuvent être éligibles, les Pharmaciens fonctionnaires assurant une fonction administrative d'autorité nationale.

Quarante-cinq jours avant la date fixée pour la tenue de l'Assemblée Générale, au cours de laquelle devront avoir lieu les élections, le Président sortant devra prévenir les électeurs par circulaire.

L'Assemblée Générale, appelée à procéder à la première élection en exécution des dispositions qui précèdent, se réunira dans les deux mois qui suivront la publication de la présente loi, sur convocation et sous la présidence du Pharmacien Chef de Service de la Pharmacie représentant le Ministre de la Santé Publique.

Les candidats au siège du Conseil devront faire acte de candidature par lettre recommandée adressée au Président du Conseil National de l'Ordre. Cette lettre devra parvenir à son destinataire 48 heures au moins avant la date prévue pour les élections. Dès leur réception, les noms des candidats seront affichés au siège de l'Ordre. La liste des candidats sera close 48 heures avant l'ouverture du scrutin.

Les candidats doivent être inscrits au tableau de l'Ordre depuis au moins dix ans.

Les convocations pour les élections devront parvenir aux intéressés, quinze jours au moins avant la date fixée pour la réunion de l'Assemblée Générale.

Cette convocation indiquera le lieu et l'heure de vote.

Le vote par correspondance ou par procuration n'est pas admis.

Article 52 : Le vote a lieu au scrutin secret.

Tout Pharmacien qui n'a pas réglé sa cotisation échue à l'ordre et après notification qui lui est adressée par lettre recommandée avec accusé de réception par le Conseil National de l'Ordre ne peut prendre part au vote ni être candidat aux élections.

Le jour des élections un bureau de vote est constitué par le Président du Conseil National de l'Ordre.

Ce bureau se composera de trois électeurs, non candidats et non membres du Conseil National en exercice.

Le même bureau procédera au dépouillement du scrutin et sera habilité pour décider de la validité ou de la nullité des bulletins, sous réserve des recours prévus à l'article 53 de la présente loi.

Les votes devront être inscrits sur des bulletins uniformes mis sous enveloppes uniformes et fermées.

Le bulletin et l'enveloppe ne devront porter aucune signature ni signe extérieur.

Le bulletin portera les noms de tous les candidats, l'électeur rayera les noms des candidats qui ne feront pas l'objet de son choix.

Un bulletin où tous les noms rayés, un par un ou globalement, est compté blanc.

Sont nuls les bulletins portant un signe particulier ou une signature, ou plus de noms que de candidats à élire, ou des noms de personnes n'ayant pas fait acte de candidature.

Le dépouillement a lieu immédiatement après la clôture du scrutin.

Les membres sont élus à la majorité relative des voix des votants. En cas d'égalité de voix est déclaré élu le candidat le plus ancien dans le classement du tableau de l'Ordre.

Dans tous les cas de vote un Pharmacien d'Officine de chaque catégorie A et B, un Pharmacien Hospitalier, un Pharmacien Biologiste, un Pharmacien Industriel et un Pharmacien Grossiste venant en rang utile au point de vue scrutin doivent figurer parmi les membres élus quel que soit le nombre de voix obtenues.

Les membres sont élus pour trois ans. Ils ne peuvent être élus pour plus de deux mandats consécutifs.

Lorsque deux membres au moins viennent à cesser toute activité au sein du Conseil National pour quelque raison que ce soit, le Président signale les vacances au corps électoral et pourvoit à leur remplacement par des élections partielles.

Ces élections auront lieu dans les mêmes conditions que celles prévus au présent article pour les élections générales.

Le mandat des membres élus dans ces conditions est valable pour le temps à courir jusqu'au renouvellement général du Conseil National.

Article 53 : Après chaque élection, le procès –verbal de l'élection est notifié sans délai au Ministre de la Santé Publique et au Procureur Général près de la cour d'appel de Tunis, par le Président du Conseil National de l'Ordre.

Toute réclamation émanant, soit de ces autorités, soit des membres du corps électoral, doit être formulée dans un délai de 15 jours. Ce délai court, pour les Pharmaciens, du jour de l'élection et pour le Ministre de la Santé Publique et le Procureur Général près de la Cour d'Appel de Tunis, de la date à laquelle le procès-verbal de l'élection leur a été notifié.

Le contentieux des élections est assuré par la Cour d'Appel de Tunis, statuant dans les conditions prévues à l'article 51 de la présente loi.

Article 54 : Le Président du Conseil National de l'Ordre est élu pour trois ans parmi les membres du Conseil et au vote secret à la majorité absolue des membres.

Si deux scrutins ne peuvent désigner le Président à la majorité absolue, un troisième scrutin le désigne à la majorité relative.

Un président sortant peut être réélu à ce poste.

Outre le président le conseil doit comprendre :

- Un Vice-Président
- Un Secrétaire
- Un Secrétaire Adjoint
- Un Trésorier
- Un Trésorier Adjoint
- Des Assesseurs

Tous ces Membres seront désignés dans les mêmes conditions que le Président, ils sont rééligibles, le cas échéant, à ces fonctions.

Article 55 : Le Conseil National de l'Ordre se réunit au moins une fois tous les mois et plus souvent s'il est nécessaire, sur convocation du Président.

Une réunion ordinaire, n'est valable que si elle comprend au moins la majorité des Membres du Conseil.

En cas d'impossibilité de réunir le quorum pour une réunion ordinaire, le Président convoquera les Membres du Conseil en réunion extraordinaire. Cette convocation sera envoyée, par lettre recommandée, trois jours au moins avant la date prévue pour la réunion.

Dans ce cas, les décisions seront prises à la majorité des membres présents, quel que soit le nombre des présents.

L'absence non motivée d'un Membre du Conseil à trois séances consécutives, entraîne de droit sa démission.

Article 56 : Une Assemblée extraordinaire doit être convoquée par le Président si plus de la moitié des Pharmaciens inscrits à l'Ordre en font la demande écrite.

Article 57 : En cas de démission collective du Conseil National de l'Ordre en cours de mandat, le Président et à défaut le Vice-Président convoque dans les 15 jours qui suivent une Assemblée Générale Extraordinaire à l'effet de procéder à de nouvelles élections.

Les candidats au siège du Conseil, devant faire acte de candidature 48 heures avant la date prévue pour les élections. Dès leur réception, les noms des candidats seront affichés au siège de l'Ordre.

La liste des candidats sera close 48 heures avant l'ouverture de scrutin.

Les convocations pour les élections devront parvenir aux intéressés, cinq jours au moins avant la date fixée pour la réunion de l'Assemblée Extraordinaire.

Article 58 : Le Conseil National de l'Ordre exerce les attributions générales de l'Ordre des Pharmaciens.

En aucun cas, il n'a à connaître des actes, des attitudes, des opinions politiques ou religieuses des Membres de l'Ordre.

Il donne son avis sur les vacances et créations nouvelles de pharmacies de détail, de sociétés pharmaceutiques, de laboratoires d'analyses, et en général sur toute question intéressant la profession.

Il statue sur les demandes d'inscription au tableau.

Il fixe les chiffres de la cotisation annuelle.

Il gère les biens de l'Ordre et peut créer et subventionner des œuvres intéressant la profession de Pharmacien, ainsi que des caisses de secours pour ses Membres.

Il établit à la fin de chaque année, à l'intention des Pharmaciens inscrits au tableau, et réunis en Assemblée Générale, un rapport moral et financier.

Il autorise le Président à ester en justice, à accepter tous dons ou legs en faveur de l'Ordre, à transiger, à compromettre, à consentir toutes aliénations ou hypothèques, à acquérir à titre onéreux, à contracter tous emprunts.

Article 59 : Chaque Membre du Conseil peut faire inscrire, à l'ordre du jour, toute question ayant un caractère strictement professionnel.

La liste des questions portées à l'ordre du jour de chaque séance doit parvenir à chaque Membre du Conseil, en même temps que la convocation et au moins huit jours avant la date fixée pour la réunion.

Aucune question ne peut être inscrite ou discutée, si elle sort du cadre professionnel.

Les décisions sont prises à la majorité des voix.

En cas de partage égal des voix, celle du Président est prépondérante.

Article 60 : Un registre, côté et paraphé par le Président, devra contenir tous les comptes-rendus de toutes les séances du Conseil National de l'Ordre.

Les procès-verbaux sont rédigés par le Secrétaire du Conseil, signés par lui et le Président de la séance et approuvés par le Conseil.

Article 61 : Le Président représente l'Ordre dans tous les actes de la vie civile et procède le cas échéant, à toute convocation de Pharmacien inscrit à l'Ordre.

Il peut déléguer tout ou partie de ses attributions au Vice-Président ou à un Membre du Conseil.

En cas d'empêchement ou de maladie du Président, le Conseil est présidé par le Vice-Président ou à défaut, par le Secrétaire.

CHAPITRE III DE LA DISCIPLINE

Article 62 : La compétence disciplinaire en première instance est attribuée au Conseil National de l'Ordre.

Le Conseil National de l'Ordre siège en Conseil de Discipline et peut prononcer toute sanction prévue à l'article 67 de la présente loi.

Le Conseil National de l'Ordre devra s'adjoindre, statuant en formation disciplinaire, à titre de conseiller, un conseiller à la cour d'appel en activité désigné par le premier Président de la cour d'appel de Tunis.

Article 63 : Le Conseil de discipline est saisi, par le Ministre de la Santé Publique ou le Procureur Général près de la cour d'appel de Tunis ou le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens.

Le Conseil de discipline est tenu de se prononcer dans un délai de deux mois à compter de sa saisine.

Passé le dit délai, le silence du conseil de discipline vaut rejet implicite.

Article 64 : Les Pharmaciens chargés d'un service public inscrits au tableau de l'Ordre, ne peuvent être traduits devant le Conseil de Discipline, à l'occasion des actes de leur fonction publique, que par le Ministre de la Santé Publique ou le Procureur Général près de la Cour d'Appel de Tunis.

Article 65 : Le Conseil de Discipline, saisi d'une plainte, en avise immédiatement le Pharmacien objet de la plainte, désigne un membre du Conseil comme rapporteur.

Le rapporteur instruit l'affaire par tous les moyens qu'il juge propres à l'éclairer.

Le Conseil de Discipline, sur la demande du rapporteur ou sur celles des parties, peut ordonner une enquête sur les faits déterminés. La décision qui ordonne l'enquête indique les faits sur lesquels ce dernier doit porter.

Le Pharmacien-Inspecteur peut être chargé de l'enquête.

Le rapporteur établit un rapport circonstancié qui est déposé 8 jours avant la date fixée pour l'audience.

Le Pharmacien ou son défenseur peuvent consulter ce rapport au siège même du secrétariat du conseil qui le saura en temps utile.

Article 66 : Aucune peine disciplinaire ne peut être prononcée sans que le Pharmacien inculpé ait été entendu ou appelé à comparaitre dans un délai de huitaine, par ministère d'huissier-notaire.

Le Pharmacien inculpé peut se faire assister, soit d'un Pharmacien défenseur, soit d'un avocat.

Il peut exercer devant le Conseil de Discipline, de même que devant la juridiction d'Appel, le droit de récusation dans les conditions prévues aux articles 248 et suivants du code de Procédure Civile.

A la suite de chaque séance du Conseil de Discipline, un procès-verbal est établi ; il est approuvé et signé par, les membres du Conseil. Des procès-verbaux d'interrogatoire et d'audition doivent également être établis, s'il y a lieu, et signés par les personnes interrogées.

Article 67 : Le Conseil de Discipline applique, s'il y a lieu, les peines disciplinaires suivantes :

- L'avertissement ;
- Le blâme avec inscription au dossier ;
- L'interdiction temporaire d'exercer la Pharmacie pendant un délai maximum de trois ans ;
- L'interdiction définitive ;

L'interdiction temporaire et l'interdiction définitive entraîneront de droit la radiation temporaire ou définitive du tableau.

La radiation définitive du tableau de l'Ordre peut être prononcée avec transmission de la décision aux Conseil de l'Ordre des pays liés avec la Tunisie par une convention spéciale sur l'exercice de la pharmacie.

La deuxième de ces peines comporte la privation du droit de faire partie du Conseil National de l'Ordre ou du Conseil Régional ou de la chambre de discipline pendant une durée de trois ans, les suivantes, la privation à titre définitif.

Article 68 : Les décisions du Conseil de Discipline doivent être motivées. Elles sont notifiées dans les dix jours au Pharmacien qui en a été objet. Elles sont communiquées, dans le même délai au Ministre de la Santé Publique et au Procureur Général près de la cour d'appel de Tunis.

Lorsqu'elles sont devenues définitives, les décisions prononçant la peine de l'interdiction, temporaire ou définitive, sont mentionnées sur les listes déposées au Ministère de la Santé Publique et au Parquet Général.

Article 69 : Si la décision a été rendue sans que le Pharmacien inculpé ait comparu ou se soit fait représenter, l'inculpé peut faire opposition dans le délai de huit jours, à compter de la notification faite à sa personne, par lettre recommandée, avec accusé réception. Lorsque la notification n'a pas été faite, à personne, le délai de trente jours court à partir de la notification à domicile par ministère d'huissier-notaire.

L'opposition est reçue par simple déclaration au Secrétariat du Conseil qui en donne récépissé.

Article 70 : Les décisions du Conseil de Discipline sont susceptibles de recours devant la cour d'appel de Tunis dans un délai de trente jours à partir de la date de notification de la décision, de la part du Pharmacien intéressé, du Ministre de la Santé Publique ou du Procureur Général près de la Cour d'Appel de Tunis. L'appel a un effet suspensif.

L'arrêt de la cour doit être rendu dans les trois mois.

Article 71 : Abrogé par la Loi 92-75 du 3 Août 1992

Article 72 : Abrogé par la Loi 92-75 du 3 Août 1992

Article 73 : L'exercice de l'action disciplinaire sus-indiquée ne met obstacle :

1°) ni aux poursuites que les Ministères Publics ou les particuliers peuvent intenter devant les tribunaux répressifs, dans les conditions de droit commun ;

2°) ni aux actions civiles ;

3°) ni aux instances qui peuvent être introduites contre les Pharmaciens, en raison des abus qui leur seraient reprochés dans l'exercice des obligations découlant, pour eux, des lois sociales.

Article 74 : Lorsqu'un intervalle de 3 ans au moins se sera écoulé, après une décision définitive entraînant la radiation du Tableau, le Pharmacien frappé de cette peine, pourra être relevé de l'incapacité en résultant, par une décision du Conseil de Discipline. La demande sera formulée par une requête adressée au Président du Conseil National de l'Ordre.

Lorsque la demande aura été rejetée, après examen au fonds, elle ne pourra être présentée à nouveau, qu'après un autre délai de six mois.

Dans le cas où la radiation du Tableau serait la conséquence d'une condamnation prononcée par une juridiction répressive, en exécutions des dispositions législatives en vigueur, la demande ne sera recevable qu'autant que la condamnation pénale aura été effacée par la réhabilitation, la révision ou l'amnistie.

Aucune condition de délai ne sera, en ce cas, exigée pour l'introduction de la première demande en relèvement. Mais, si cette demande est rejetée au fonds, les recours subséquents seront subordonnés au délai de six mois.

CHAPITRE IV SANCTIONS ET DISPOSITIONS FINALES

Article 75 : Sans préjudice des sanctions administratives prévues par les articles 8 et 9 de la présente loi, et des peines disciplinaires prévues par l'article 65 de la présente loi, toute infraction aux dispositions de la présente loi, des textes pris pour son exécution et des décisions rendues pour son application, est punie d'une amende de 10 à 300 dinars et d'un emprisonnement de 6 jours à 6 mois, ou de l'une de ces deux peines seulement.

En cas de récidive, les peines seront portées au double.

Le bénéfice du sursis ne s'étend pas pendant la période d'épreuve, aux incapacités résultant de la condamnation.

La juridiction saisie pourra, dans tous les cas, ordonner l'affichage du jugement portant condamnation pour infraction aux dispositions de la présente loi, ou des mesures prises pour son exécution dans les lieux qu'elle désignera, ou son insertion, intégrale ou par extrait, dans un ou plusieurs journaux, le tout aux frais du condamné.

L'application des peines prévues pour la répression des infractions visées au présent article, ne fait pas obstacle à l'application des peines réprimant d'autres infractions au cas de convocation, d'autres crimes ou délits connexes.

CHAPITRE V DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Article 76 : A titre transitoire :

1°) Les licences d'exploitation, délivrées jusqu'à la date de promulgation de la présente loi, demeurent valables.

2°) Les Pharmaciens exerçant des activités pharmaceutiques multiples doivent régulariser dans un délai d'un an leur situation conformément aux dispositions de la présente loi, faute de quoi le Ministre de la Santé Publique prononce l'interdiction d'exercer.

CHAPITRE VI DISPOSITIONS FINALES

Article 77 : Est expressément maintenue la loi n°69-54 du 26 Juillet 1969 portant réglementation des substances vénéneuses et des textes pris pour son application.

Article 77Bis : (Ajouté par la loi N°89-24 du 27 février 1989)

Les Dispositions relatives à la direction des entreprises pharmaceutiques ne sont applicables ni à la Pharmacie Centrale de Tunisie, ni aux établissements de fabrication de produit pharmaceutiques destinés à la médecine humaine ou vétérinaire.

Des personnes autres que les Pharmaciens ou les Vétérinaires peuvent diriger ces organismes.

Dans le cas où les dits organismes ne sont pas dirigés par un Pharmacien, la responsabilité technique est confiée, en ce qui concerne l'achat de matières premières, des médicaments et de leur fabrication détention ou distribution, à un Pharmacien dont les attributions sont fixées par arrêté du Ministre de la Santé Publique.

Assiste le Pharmacien chargé de la responsabilité technique, un personnel dont l'effectif et qualifications sont fixées par arrêté du Ministre de la Santé Publique.

Article 77 Ter : (Ajouté par la loi 89-101 du 11 décembre 1989)

Les dispositions relatives au conseil d'administration, aux gérants et aux associés, ne sont applicables ni à la Pharmacie Centrale de Tunisie, ni aux établissements de fabrication de produits Pharmaceutiques destinés à la médecine humaine ou vétérinaire.

Article 78 : Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à la présente loi.